

Castel (Robert), Passeron (Jean-Claude). — *Education, développement et démocratie.*

Guy Vincent

Citer ce document / Cite this document :

Vincent Guy. Castel (Robert), Passeron (Jean-Claude). — *Education, développement et démocratie..* In: Revue française de pédagogie, volume 4, 1968. pp. 51-53;

https://www.persee.fr/doc/rfp_0556-7807_1968_num_4_1_1903_t1_0051_0000_1

Fichier pdf généré le 21/04/2018

CASTEL (Robert), PASSERON (Jean-Claude). — *Education, développement et démocratie.* — Paris, La Haye, Mouton, 1967. — 23,5 cm, 168 p., tabl., graph., index., bibliogr. (Cahiers du centre de sociologie européenne IV.)

Ce recueil d'études consacrées aux problèmes de l'enseignement dans plusieurs pays (Algérie, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, pays arabes, Yougoslavie) a eu pour point de départ des communications présentées aux colloques de Madrid (octobre 1964) et de Dubrovnik (octobre 1965). Ces colloques, organisés sur l'initiative du Centre de sociologie européenne (A.P.H.E.), avaient pour objectif initial les rapports entre systèmes d'éducation et développement économique ; ce sont les travaux de sociologie de l'éducation qui sont ici présentés.

L'origine même de ces études fait qu'elles ne portent pas toutes sur un même aspect de l'éducation, ni sur un même type de sociétés. Néanmoins, outre l'intérêt propre de chacune des recherches présentées, leur réunion permet de poser des questions comparatives sur les fonctions sociales de l'éducation et d'esquisser une réflexion méthodologique sur la comparaison et la comparabilité des systèmes d'enseignement. C'est à ce travail que se sont livrés les présentateurs dans l'introduction générale de l'ouvrage et dans les introductions aux trois parties (réunissant chacune trois études) qui le composent. « L'éducation et la stratification sociale », « La diversité des fonctions de l'éducation », « Education, tradition et contacts de civilisation ». L'apport et, tout compte fait, la nouveauté de ce livre consistent sans doute principalement en cet effort pour poser, à partir d'exemples concrets, les fondements d'une sociologie comparative des systèmes d'enseignement.

On a trop souvent cru, en effet, qu'il suffisait d'homogénéiser les catégories statistiques appliquées dans les différents pays du monde aux effectifs scolaires pour légitimer des comparaisons entre systèmes. Ou bien on s'est interdit toute comparaison, en invoquant les spécificités nationales. Dans les deux cas on élude le problème. MM. Bourdieu, Castel et Passeron rejettent également les rapprochements superficiels des « chercheurs de formation économique » et la « fidélité monographique aux singularités culturelles » qui caractérise certains ethnologues.

Réduisant en effet les systèmes d'enseignement à leurs aspects les plus institutionnels, s'attachant uniquement à leurs résultats mesurables (taux de scolarisation, de déchet, etc.), la première approche — celle des planificateurs — n'aboutit qu'à des abstractions a-sociologiques, puisqu'elle isole des traits institutionnels des contextes sociaux d'où ils tirent leur sens. En liant arbitrairement et aveuglément taux de scolarisation, taux de croissance, degrés de « démocratisation », etc., elle revient à une sorte d'évolutionnisme qui situe toutes les sociétés, en particulier les pays capitalistes et les pays socialistes, sur une échelle unique dont les degrés supérieurs seraient occupés par les sociétés les plus avancées dans un « développement économique et culturel » considéré comme univoque. Or, s'il est légitime de s'appuyer, comme c'est le cas dans plusieurs passages de l'ouvrage, sur les statistiques des chances d'accès à l'éducation pour les diverses catégories sociales de sociétés capitalistes et socialistes, on ne devra pas en rester à ce point de départ de la comparaison, et oublier que « les inégalités devant l'école..., le prestige ou le pouvoir qui en découlent, n'ont ni la même portée ni la même fonction dans les deux types de sociétés » (p. 17). Les mêmes précautions doivent être prises lorsqu'il s'agit de pays ayant un même système économique ; c'est ainsi qu'en Grèce, comme le montre J. Lambiri-Dimaki, « les taux de diplômes ne mesurent que très approximativement les chances de promotion sociale » (p. 112), car les relations familiales ont une influence bien plus grande que dans d'autres sociétés sur l'obtention d'un emploi.

La démarche comparative doit donc se soumettre à des recontextualisations, et en particulier ne pas négliger les passés nationaux, entre autres la situation de

colonisation pour les pays arabes. Mais alors les spécificités ne vont-elles pas interdire toute comparaison ? Les auteurs refusent ce dilemme, en se livrant d'abord à une critique violente d'un certain culturalisme (qualifié ici d'« intuitionniste », de « littéraire », de « touristique », etc.), par exemple celui que l'on trouve chez J.R. Pitts dans l'ouvrage « A la recherche de la France » ; ensuite, et de façon plus positive, en recourant à l'analyse fonctionnelle. L'étude patiente et méthodique des diverses fonctions remplies par un système d'enseignement dans une société donnée et de la hiérarchie spécifique de ces fonctions renvoie aux fonctions possibles et aux hiérarchies possibles de fonctions du système d'enseignement, fondements d'une comparaison et d'une typologie.

Ayant posé les règles de la méthode comparative en sociologie de l'éducation, les présentateurs ne laissent pas complètement le soin et le risque au lecteur de les appliquer aux études constituant le recueil. La conclusion esquisse une analyse de la démocratisation de l'école en Hongrie, en France et en Yougoslavie. On voit alors comment, écartant l'apparence de ressemblance due à l'isolement de certains traits par rapport à leur contexte, l'étude sociologique mettrait en évidence la spécificité du fonctionnement des systèmes éducatifs, et permettrait d'élaborer une typologie. Par exemple la crise de l'enseignement « tend à se formuler, en Yougoslavie et en France, dans le même vocabulaire et à travers l'énumération de symptômes semblables » (p. 237). Mais en France, la crise « reflèterait... la contradiction d'un système qui ne pourrait assumer ses nouvelles tâches sans faire éclater les bases sociales de son recrutement, alors qu'il ne peut s'ouvrir largement à un public nouveau sans renier les valeurs autour desquelles il s'était organisé. En Yougoslavie, la crise « traduirait une tension dans le système lui-même, entre les finalités sociales contradictoires qui lui sont simultanément imparties : instaurer une culture pour le plus grand nombre, sauvegarder ou promouvoir la formation d'une communauté scientifique hautement qualifiée au service de la recherche et répondre aux desiderata de la croissance..., imposant la formation de qualifications hiérarchisées » (p. 238). Les deux exemples illustreraient deux types extrêmes, deux « conceptions-limites des fonctions de la culture et des valeurs engagées dans le projet de sa démocratisation ».

Ayant dû résumer exagérément et sans doute abusivement les présentations des études, nous ne pouvons évidemment pas résumer ces dernières, mais seulement en donner la liste : « La démocratisation de la culture et de l'enseignement en Hongrie », par Suzanne Ferge ; « Structures de l'enseignement et catégories sociales en Yougoslavie », par Mirko Martić et Rudi Supek ; « Les chances d'accès à l'enseignement en Grèce » par Jeanne Lambiri-Dimaki ; « L'influence de l'éducation sur le rendement de l'exploitation agricole dans une situation de changement », par Corrado Barberis ; « L'instruction et le choix du conjoint », par Ante Fiamengo ; « L'évolution de l'école et des idéologies scolaires en Espagne », par Antonio Linarès ; « Le comité d'école, un organe démocratique d'intégration de l'école à la collectivité locale », par Pavle Novosel ; « Continuité et changements dans les pays arabes », par André Miquel ; « Bilinguisme et éducation en Algérie », par Abdelmalek Sayad.

Ajoutons que les chercheurs en sociologie de l'éducation prendront ici connaissance des premiers résultats d'un programme de recherches coordonnées portant sur plusieurs pays, et d'une bibliographie sélective des travaux déjà publiés en chacun d'eux. De plus, la méthode comparative ayant toujours passé, depuis Durkheim, pour l'équivalent en sociologie de l'expérimentation, il faut souligner le début de vérification que peuvent apporter ces études à certaines hypothèses de sociologie de l'éducation élaborées ces dernières années. Ainsi par exemple, l'absence, dans les pays socialistes, « de la plupart des déterminants économiques de l'inégalité devant l'école qui sont propres aux sociétés capitalistes », permet de trouver isolés « les déterminants proprement culturels de l'hérédité culturelle » (p. 61).

De telles recherches permettront seules de fonder, particulièrement dans les pays dits sous-développés, des politiques scolaires qui ne soient pas vouées à l'échec par les abstractions des études sur lesquelles elles s'appuient. Quoiqu'en pensent ceux qui vilipendent les lenteurs des sociologues, la recherche appliquée doit passer par le long détour de la recherche fondamentale.

Guy VINCENT.